

Financement et gouvernance des services publics de base



L'accès aux services de base repose en premier lieu sur un renforcement de la situation financière des collectivités locales. Cette situation impose de s'intéresser à de nouveaux modes de financements possibles de ces services, certains mécanismes innovants ayant déjà fait la preuve de leur pertinence et de leur utilité. On peut citer pour exemple les partenariats ville à ville, la mise en œuvre de la coopération décentralisée, les subventions de bailleurs basées sur les résultats, et les de nouveaux partenariats avec le secteur privé.

La mise en œuvre de ces financements implique souvent de repenser l'interaction des collectivités locales avec les autres acteurs, acteurs de la société civile, acteurs locaux, nationaux et internationaux. La question de la gouvernance est donc tout aussi centrale lorsqu'il s'agit de faire progresser l'accès aux services de base. C'est pourquoi CGLU a souhaité approfondir, dans son troisième rapport mondial sur la décentralisation (GOLD III) la question de la gouvernance des services publics de base.

Questions clés :

- Quelle synthèse pouvons-nous faire de la situation actuelle ?
- Quelles sont les principales difficultés rencontrées mais également sur quelles opportunités s'appuyer afin de progresser en la matière ?
- De quelles expériences réussies et innovantes pouvons-nous nous inspirer et à quelles conditions ?

L'accès aux services de base repose en premier lieu sur un renforcement de la situation financière des collectivités locales. Cette situation impose de s'intéresser à de nouveaux modes de financements possibles de ces services, certains mécanismes innovants ayant déjà fait la preuve de leur pertinence et de leur utilité. On peut citer pour exemple les partenariats ville à ville, la mise en œuvre de la coopération décentralisée, les subventions de bailleurs basées sur les résultats, et les de nouveaux partenariats avec le secteur privé.

La mise en œuvre de ces financements implique souvent de repenser l'interaction des collectivités locales avec les autres acteurs, acteurs de la société civile, acteurs locaux, nationaux et

internationaux. La question de la gouvernance est donc tout aussi centrale lorsqu'il s'agit de faire progresser l'accès aux services de base. C'est pourquoi CGLU a souhaité approfondir, dans son troisième rapport mondial sur la décentralisation (GOLD III) la question de la gouvernance des services publics de base.

Questions clés :

- Quelle synthèse pouvons-nous faire de la situation actuelle ?
- Quelles sont les principales difficultés rencontrées mais également sur quelles opportunités s'appuyer afin de progresser en la matière ?
- De quelles expériences réussies et innovantes pouvons-nous nous inspirer et à quelles conditions ?

Hashtag: Rabat2013

[Commission CGLU sur les Finances Locales](#)

[Suez Environnement](#)

Ponentes: Claude de Miras
Fathallah Oualalou
Martin Stucki
Thierry Mallet

Organizers

[Commission CGLU sur les Finances Locales](#)

[Suez Environnement](#)

Speakers

- [Claude de Miras](#)
- [Fathallah Oualalou](#)
- [Martin Stucki](#)
- [Thierry Mallet](#)

<>

```
(function ($) { $("#carousel .next-button").click(function() { $("#carousel ul").animate({marginLeft:-132},500,function(){ $(this).find("li:last").after($(this).find("li:first")); $(this).css({marginLeft:0}); }); }); })(jQuery); (function ($) { $("#carousel .prev-button").click(function() { $("#carousel ul").animate({marginLeft:0},500,function(){ //left:132 $(this).find("li:first").before($(this).find("li:last")); $(this).css({marginLeft:0}); }); }); })(jQuery); (function ($) { if($("#carousel ul > li").size() > 1) {
```

France

Sessions: [Financement et gouvernance des services publics de base](#)

Claude de Miras

Economiste, Directeur de recherche de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Membre du Laboratoire Population Environnement Développement de l'Université Aix Marseille.

Trajectoire professionnelle orientée vers l'analyse du développement urbain et la gouvernance des services de base (Mali, Vietnam, Maroc).

Présence de cinq années au Maroc, d'abord à la Direction Générale des Collectivités Locales du Ministère de l'Intérieur marocain, puis auprès de l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme de Rabat (INAU), pour y contribuer à la formation doctorale et à l'analyse de la gouvernance territoriale et de l'accès aux services de base, avec l'appui de l'Institut Recherche de la Caisse des Dépôts et Consignations (France).

Coordinateur du Programme de recherche lancé par l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI) « Financement des services urbains d'eau potable et d'assainissement dans les pays en développement ».

En partenariat avec la Lyonnaise des Eaux de Casablanca (LYDEC), étude de l'offre de services et de sa mise en œuvre, réalisée dans le contexte de la Région du Grand Casablanca.

Membre du Comité de Pilotage du Partenariat Français pour la Ville et les Territoires (PFVT).

Membre de la Water Gouvernance Initiative mise en place par l'OCDE.

Participations récentes au Forum Urbain Mondial de Naples (septembre 2012), à Africités (Dakar, décembre 2012), au Foro Ciudades Sostenibles (San Salvador, Juin 2013), Contributeur à GOLD III sur la question des financements et de la gouvernance des services de base.

Maroc

Sessions: [Financement et gouvernance des services publics de base](#)

Fathallah Oualalou

Maire de la ville de Rabat

Fathallah Oualalou est Maire de la ville de Rabat depuis 2009 et Président de la Commission des Finances de CGLU. Il est l'ancien ministre d'Economie et des Finances du Royaume du Maroc de 1998 à 2007. Il est membre du Conseil Municipal de Rabat de 1976 à 1996 et député de Rabat de 1977 à 2002.

Il préside le groupe Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) à la chambre des Représentants de 1983 à 1998 et est aujourd'hui membre du Bureau Politique de l'USFP. Il est membre de la Commission « Global Progress » présidée par Felipe Gonzalez, auprès de l'Internationale Socialiste.

Fathallah Oualalou est docteur en Sciences Economiques, professeur d'université et enseignant à la faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales - Université Mohamed V - Rabat. Il est Président de l'Association des Economistes marocains et de l'Union des économistes arabes.

Suisse

[web](#)

Sessions: [Financement et gouvernance des services publics de base](#)

Martin Stucki

Planificateur et conseiller en gestion de la mobilité urbaine au Transitec Ingénieurs-Conseils

Ingénieur civil dipl. ETH, Martin Stucki travaille en tant que planificateur et conseiller en gestion de la mobilité urbaine au sein du bureau d'études Transitec Ingénieurs-Conseils, dont il dirige les activités internationales.

Chargé de cours à l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, il s'intéresse notamment à la coordination et à l'intégration du développement de la ville et de la mobilité urbaine dans le contexte des pays émergents et en développement.

Depuis 2005, il développe une grande partie de ses activités dans les pays méditerranéens et d'Afrique subsaharienne, au service de ministères, de collectivités locales, d'autorités organisatrices, d'agences d'exécution, d'opérateurs privés ou de bailleurs de fonds internationaux.

Expert en planification des transports et en gestion des circulations, ses activités l'ont conduit à s'engager sur des questions d'organisation et de gouvernance des systèmes de mobilité, ainsi que sur le renforcement des capacités.

Il dirige actuellement la préparation d'une note stratégique sur la mobilité et l'accessibilité dans les agglomérations urbaines d'Afrique, pour le compte du programme SSATP (Africa Transport Policy Program, www.ssatp.org).

France

Sessions: [Financement et gouvernance des services publics de base](#)

Thierry Mallet

Executive Vice President in charge of Innovation and Business Performance

Thierry Mallet, born 4 September, 1960, is a graduate of Ecole Polytechnique (1980), and Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (1985) and also holds a Master of Sciences degree from the Massachusetts Institute of Technology.

He began his career working for the French Ministry of Transport between 1987 and 1989, and then moved to the Générale des Eaux Group, where he held various positions, primarily as Head of the water activities in Spain between 1995 and 1997, and in North America between 1997 and 1999. Thierry joined Degrémont as Executive Vice- President in 2002, working closely with Jean-Louis Chaussade, who was the company's Chairman and Chief Executive Officer at that time, before

becoming Chief Executive Officer in June 2004, a position that he held until October 2009, when he became Chairman. On 1 October 2009, Thierry Mallet was appointed as Senior Vice President in charge of International Operations.

Since 15 April 2013, Thierry Mallet is Executive Vice President of Innovation and Business Performance for SUEZ ENVIRONNEMENT.

```
/* ** CONFIGURATION VARIABLES: EDIT BEFORE PASTING INTO YOUR WEBPAGE ** */ var
disqus_shortcode = 'rabat2013'; // required: replace example with your forum shortcode /* **
DON'T EDIT BELOW THIS LINE ** */ (function() { var dsq = document.createElement('script');
dsq.type = 'text/javascript'; dsq.async = true; dsq.src = '/' + disqus_shortcode +
'.disqus.com/embed.js'; (document.getElementsByTagName('head')[0] ||
document.getElementsByTagName('body')[0]).appendChild(dsq); })(); Please enable JavaScript to
view the comments powered by Disqus. comments powered by Disqus
```

Source URL: <https://www.rabat2013.uclg.org/node/401>